

Edito du Secrétaire Général

Février 2017

Le réformisme, une exigence pour l'UNSA !

"Partir du réel pour aller vers l'idéal" Jean Jaurès

Alors que la présidentielle bat son plein avec des candidats qui font preuve de beaucoup d'imagination pour appâter les électeurs, la question centrale, au coeur du débat politique, c'est celle de la place et du rôle des partenaires sociaux.

Comment veut-on faire vivre la démocratie sociale après l'élection présidentielle pour les cinq années à venir ?

A l'UNSA, nous avons toujours défendu le triptyque "négociation-compromis-résultats". C'est notre fil conducteur quelle que soit la couleur politique du gouvernement. Mais encore faut-il que le gouvernement ait la volonté de négocier avec les partenaires sociaux. La position de François FILLON est sans appel. Il n'y aura pas de négociation dès lors qu'il gouvernera par ordonnances dans un délai très court pendant la période estivale.

Si j'insiste sur la question du réformisme, par opposition à la radicalité de la CGT, c'est que cette organisation syndicale, suivie de FO, table sur une victoire de François FILLON pour reprendre la main sur le mouvement syndical et opérer un bras de fer avec la nouvelle majorité sortie des urnes après l'éventuelle victoire de François FILLON, même si elles ne goûtent guère son programme.

Philippe MARTINEZ, Secrétaire Général de la CGT n'a pas hésité à déclarer que "la mobilisation serait d'actualité" en cas d'alternance en 2017 et se prépare à manifester dès juin. Pour la CGT, les mots d'ordre sont "contester, protester, mais pas négocier". Bref, on ne construit pas la démocratie sociale à coup de menton ou à coup de slogan.

Le blocage et les grèves à répétition, comme cela a été le cas lors de la contestation contre la loi El Khomri n'ont pas servi de leçon à la CGT qui campe délibérément sur une impasse suicidaire pour les salariés et les fonctionnaires.

Mais plus inquiétant encore, au travers d'un sondage, ce sont les intentions de vote des fonctionnaires qui se prononcent pour François FILLON en souhaitant que les organisations syndicales s'opposent aux réformes conduites par la droite en cas de victoire. Parlons très franchement, en tant que syndicaliste, je ne souhaite pas me retrouver dans cette situation car la culture de la grève s'érode en France.

Alors me direz-vous, que faire ?

C'est aux électeurs Français de prendre conscience que leur vote à la présidentielle est déterminant pour l'avenir de notre modèle social. Arrêtons de jouer aux pyromanes.

Philippe COSTA